Patrick Martin sur BFM TV : "Notre dynamique économique est notoirement insuffisante"

Publié le 28 mai 2025

Invité de « Tout le monde veut savoir » sur BFM TV le 25 mai dernier, Patrick Martin a déclaré partager le constat du Premier ministre pour qui « il va falloir un effort de tous les Français ». Il s'est en revanche dit opposé à toute taxation supplémentaire sur les entreprises, afin de préserver la croissance. Par ailleurs, il a soutenu l'idée d'une TVA sociale en rappelant que l'enjeu principal n'est pas d'augmenter les impôts, mais de baisser les dépenses.

Sur la nécessité de redresser les comptes publics

"*Il ne faut pas jouer avec le Fonds monétaire international car quand il arrive, cela fait très mal. (...) Cela peut aller très vite. Tous nos concitoyens, les nouveaux-nés compris,ne sont pas conscients qu'ils portent déjà 50 000 euros de dette publique. Par ailleurs, on a une dynamique économique notoirement insuffisante. Là où la Pologne, cette année, prévoit 3 % de croissance, on sera entre 0,6 et 0,7 %, cela ne suffit pas à rétablir les finances publiques, à payer les investissements, à maintenir l'emploi. Donc, le premier ministre a raison. (...) Il va falloir arbitrer entre des sacrifices relativement douloureux aujourd'hui et des sacrifices beaucoup plus douloureux demain. Je crois que les Français commencent à être conscients de la situation des finances publiques et de leur dangerosité. Il ne faut pas prendre les Français pour des ignares ou des inconscients. En revanche, il y a du côté de certains politiques une forme de déni, une forme de dissimulation, une forme d'inconscience, une forme de calcul aussi. A un moment donné, c'est notre responsabilité collective et j'y inclus les entrepreneurs d'appeler un chat un chat et de prendre des mesures à la hauteur de la situation.*"

Sur la fiscalité des entreprises

"Je rappelle que les entreprises françaises sont les plus taxées parmi tous les pays développés. Le rôle de l'entreprise est de créer de la richesse, d'innover, d'investir, d'employer, d'augmenter les salaires. Donc, il ne faut pas casser cette dynamique. Il faut que nous préservions et que nous encouragions la croissance. (...) Les entreprises, ce sont des emplois, l'irrigation en termes de richesse des territoires, la promotion sociale, l'inclusion, le financement de notre décarbonation. Donc, il ne faudrait pas, dans une approche réductrice et souvent biaisée considérer que l'entreprise, ce sont simplement les actionnaires. (...) Je rappelle que nous sommes les entreprises les plus taxées au monde et que cela freine la croissance. Donc, si on veut aller plus loin que les 13 milliards d'euros d'impôts et taxes supplémentaires que les entreprises se sont vu appliquer en 2025, on se fera distancer, y compris par d'autres pays européens. Est-ce que c'est cela que notre population demande ?"

Sur la TVA sociale

"*La TVA sociale existe déjà. Il y a 54 milliards d'euros de protection sociale qui sont financés par la TVA. J'ajoute que la CSG a été instaurée par un gouvernement de gauche. Il n'en demeure pas moins qu'à ce jour, nos entreprises sont pénalisées parce qu'elles supportent trop de charges sociales. Qui seraient les bénéficiaires d'une TVA dite sociale ? Les entreprises, en termes de compétitivité. Ensuite les salariés puisque les entreprises ayant moins de*

charges cela favorisera les salaires nets, et enfin l'Etat lui mêmes car les résultats des entreprises s'amélioreront, elles paieraient donc plus d'impôts. (...) L'expérience démontre dans les pays qui ont augmenté leur taux de TVA que cela a très peu d'incidence sur l'inflation, donc sur le pouvoir d'achat. (...) Et si vous donnez aux entreprises des capacités d'investissement accrues, elles créeront des emplois, elles généreront de la croissance ,et donc çela bénéficiera à la collectivité. C'est académiquement démontré."

Sur les retraites.

"*Remettre en cause la réforme des retraite serait remettre en cause les avancées sociales. Le deuxième impact ultra positif de cette réforme, c'est que, en augmentant le taux d'emploi on génère de la richesse, on génère des rentrées sociales, on génère des rentrées fiscales, Donc, c'est vertueux.*"

Sur la gestion de l'Etat

"*Quand vous voyez les frais de personnel de l'Etat augmenter de 7 milliards d'euros, c'est-à-dire de 6,7 % en 2024, on ne peut plus tolérer que l'État, la sphère publique, la sphère sociale en particulier, soit aussi mal gérée. (...) La piste la plus évidente, et la plus nécessaire pour générer des économies, c'est de mieux gérer les dépenses publiques, celles de l'Etat qui a fait des efforts, celles de la sphère sociale qui ne sont pas sous contrôle, et celles des collectivités locales. L'enjeu principal, ce n'est pas d'augmenter les impôts, y compris sur les retraités, c'est de baisser les dépenses. (...) Tous les pays voisins ont fait baisser leurs dépenses publiques en l'espace d'une dizaine d'années de 8 points de PIB. Cela ferait 250 milliards à l'échelle de la France. On peut augmenter les salaires des personnels de première ligne dans la santé, dans la sécurité, dans l'enseignement. Mais il y a une palanquée de fonctions qui ne servent à rien. Et en termes de digitalisation, on est très en retard. Il y a des acteurs privés qui ont des solutions pour digitaliser notre système de santé. Ils ne sont pas écoutés.*"

>> Revoir l'interview sur le site de BFM TV